

Afrique du Sud
 Algérie
 Angola
 Bénin
 Botswana
 Burkina Faso
 Burundi
 Cameroun
 Cap-Vert
 Comores
 Congo, Rép.
 Congo, Rép. dém.
 Côte d'Ivoire
 Djibouti
 Égypte
 Érythrée
 Éthiopie
 Gabon
 Gambie
 Ghana
 Guinée
 Guinée-Bissau
 Guinée équatoriale
 Kenya
 Lesotho
 Liberia
 Libye
 Madagascar
 Malawi
 Mali
 Maroc
 Maurice
 Mauritanie
 Mozambique
 Namibie
 Niger
 Nigeria
 Ouganda
 Rép. centrafricaine
 Rwanda

Perspectives économiques en Afrique 2013

THÈME SPÉCIAL :
**Transformation structurelle
 et ressources naturelles**



São Tomé-et-Príncipe
 Sénégal
 Seychelles
 Sierra Leone
 Soudan
 Soudan du Sud
 Swaziland
 Tanzanie
 Tchad
 Togo
 Tunisie
 Zambie
 Zimbabwe



GRUPE DE LA BANQUE
 AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT



Au service
 des peuples
 et des nations



Nations Unies
 Commission économique
 pour l'Afrique



Perspectives économiques en Afrique 2013

Ce rapport est disponible gratuitement sur :

www.africaneconomicoutlook.org/fr

Pour acheter des copies imprimées du rapport,
suivez les liens appropriés sur le site web ci-dessus.

Contactez-nous :

Groupe Banque africaine de développement
Economics-Research@afdb.org

Centre de développement de l'OCDE
dev.emea@oecd.org

PNUD
publications.queries@undp.org

CEA
Commission économique pour l'Afrique
ecainfo@uneca.org



*Au service
des peuples
et des nations*



Nations Unies
Commission économique
pour l'Afrique



Qu'est-ce que les “Perspectives économiques en Afrique” (PEA) ?

Le rapport Perspectives économiques en Afrique (PEA) est un outil essentiel pour suivre les évolutions économiques, sociales et politiques du continent.

Parce que l'Afrique est composée de pays nombreux, différents et en évolution rapide, un tel outil se devait d'analyser la performance à court terme des économies individuelles dans leur contexte régional. Parce que le développement est multiforme, il lui fallait combiner les dimensions macroéconomique, structurelle et sociale. Il s'adresse principalement aux décideurs, aux investisseurs comme un outil de base pour les aider à prendre des décisions éclairées, mais aussi aux étudiants, aux journalistes et aux universitaires.

Aujourd'hui, les PEA sont le seul rapport annuel qui examine en détail la performance économique de 53 pays du continent -- il ne reste que la Somalie à inclure -- de façon strictement comparable, à l'aide d'un cadre d'analyse unique.

Une approche collaborative

Ceci est rendu possible par la combinaison de l'expertise, du savoir-faire et des réseaux des quatre institutions partenaires des PEA:

- la Banque africaine de développement,
- le Centre de développement de l'OCDE,
- le Programme des Nations Unies pour le développement,
- la Commission économique pour l'Afrique.

Les notes-pays des PEA sont générées par des chercheurs, les économistes-pays et les statisticiens de la BAfD, en collaboration avec des experts du Centre de développement de l'OCDE, et des équipes du PNUD et de la CEA présentes sur le continent. Ils recueillent des données et des informations auprès des bureaux nationaux de la statistique, des ministères, des investisseurs, des acteurs de la société civile et des partenaires étrangers pour produire une analyse exhaustive des développements récents et réaliser des projections macroéconomiques originales à deux ans.

Les PEA sont publiées annuellement avec l'appui financier additionnel de l'Union européenne et du Comité des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Comment utiliser les PEA ?

Les PEA en ligne

L'intégralité des chapitres, toutes les notes pays individuelles complètes ainsi que l'annexe statistique sont en accès libre sur le site commun des partenaires :

www.africaneconomicoutlook.org/fr

Tous les tableaux sont téléchargeables en format Excel. Depuis 2013 : le site est accessible facilement depuis les smartphones et les tablettes.

De plus, six volumes régionaux avec les notes-pays intégrales sont disponibles sur le site Internet pour l'Afrique centrale, de l'Ouest, de l'Est, du Nord, australe (en anglais et en français) et pour les pays africains lusophones (en portugais).

Le rapport

Le rapport édité, AEO 2013, est disponible en format papier en anglais, en français et en portugais –en version abrégée. Il peut être consulté et acheté via iLibrary, la librairie de l'OCDE <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2013-fr>. Il contient :

- un aperçu complet de la performance et des perspectives économiques de l'Afrique (Partie I);
- une analyse profonde d'un thème d'une importance particulière pour le continent : lien entre Transformation Structurelle et Ressources Naturelles en Afrique (Partie II);
- la synthèse sur deux pages, de chacune des 53 notes-pays (Partie III);
- une riche annexe statistique (Partie IV).

L'édition de poche des PEA

L'édition poche des PEA 2013 vous propose une sélection des faits et chiffres les plus marquants du rapport de cette année dans un format pratique. Il contient :

- un résumé de la performance et des perspectives économiques de l'Afrique;
- un résumé de l'analyse du lien entre transformation structurelle et ressources naturelles en Afrique;
- les chiffres clefs des perspectives macroéconomiques des pays d'Afrique, et pour chacune des cinq régions.

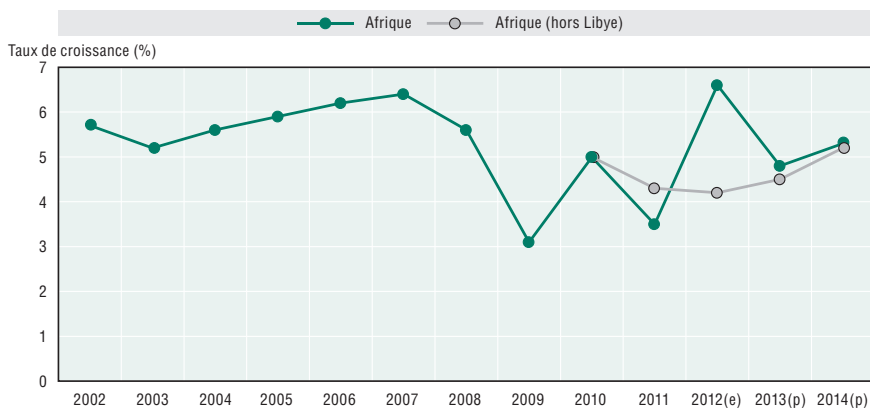
Table des matières

Première partie : Performances et perspectives en Afrique	
Perspectives macroéconomiques pour l'Afrique	7
Investissements étrangers, aide, transferts des migrants et recettes fiscales en Afrique	12
Politiques commerciales et intégration régionale en Afrique	14
Développement humain en Afrique	16
Gouvernance politique et économique en Afrique	17
Deuxième partie : Thème spécial	
Transformation structurelle et ressources naturelles en Afrique	
	18
Troisième partie : Chiffres clefs	
Afrique du Nord	25
Afrique de l'Ouest	26
Afrique de l'Est	28
Afrique Centrale	30
Afrique Australe	31

Perspectives macroéconomiques pour l'Afrique


Malgré les turbulences que traverse l'économie mondiale, la croissance africaine fait toujours preuve de résilience. Pourtant, la dynamique s'essouffle dans les pays fortement intégrés aux marchés mondiaux ou qui sont pénalisés par des tensions politiques et sociales. Avec la reprise progressive de l'économie mondiale, le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) du continent devrait atteindre 4.8 % en 2013 et 5.3 % en 2014. Il marquera un recul par rapport au taux de 6.6 % de 2012, qui s'explique par le rebond de la production de pétrole en Libye. Si l'on exclut ce pays des prévisions, la croissance économique du continent est ressortie à 4.2 % en 2012 et devrait s'accélérer en 2013 et en 2014, à respectivement 4.5 % puis 5.2 %.

Figure 1. Croissance économique en Afrique (%)



Note : e : estimations ; p : prévisions.

Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932814732>

Les pays riches en ressources profitent toujours de la bonne tenue des cours des matières premières, même si le fléchissement de la demande mondiale rejaillit sur les prix, en recul. Le pic atteint à l'été 2011 a cédé la place à des cours moins soutenus, sous l'effet de la morosité de la conjoncture internationale et de l'aggravation de la crise de la dette dans les pays de la zone euro. Pourtant, les niveaux actuels des cours restent suffisamment élevés pour étayer la croissance des pays riches en ressources. Dans de nombreux pays, des campagnes agricoles satisfaisantes ont dopé la production et atténué les répercussions sur le consommateur de prix internationaux soutenus. Avec le redémarrage de la production de pétrole en Libye, les exportations pétrolières de l'Afrique ont connu un net rebond.

L'activité intérieure soutient la croissance du continent, sur fond de tassement des exportations

Côté **demande**, la consommation intérieure a joué un rôle moteur dans de nombreux pays africains. Mais ce dynamisme n'est pas parvenu à compenser pleinement les effets contraires du ralentissement mondial sur la demande extérieure. La consommation privée et l'investissement, public et privé, ont souvent stimulé la demande intérieure (figures 1.7 et 1.8). La hausse des recettes dans les secteurs intérieurs, un niveau record de transferts des migrants et le développement des crédits à la consommation ont tiré la consommation privée. L'investissement privé a quant à lui été souvent lié au secteur du pétrole et de l'extraction et favorisé par des entrées d'investissements directs (pour les apports financiers à l'Afrique, voir le chapitre 2). La faiblesse persistante de l'économie mondiale a affecté le volume des exportations de l'Afrique et entraîné le repli de certains cours des matières premières, mais les niveaux de prix continuent de favoriser les exportateurs africains. Dans certaines régions d'Afrique, notamment en Afrique du Nord mais aussi au Mali, en RDC et au Nigeria, des tensions politiques et/ou des problèmes de sécurité ont freiné la croissance.

Côté **offre**, l'agriculture et les services ont souvent servi de locomotive à la croissance, un rôle assumé aussi dans plusieurs pays riches en ressources par l'essor de la production de pétrole et des activités d'extraction. Dans quelques cas, l'industrie manufacturière n'a pas été en reste. De nombreux pays africains se sont engagés dans la diversification de leur économie, mais les progrès restent lents (voir la deuxième partie de ce rapport sur la transformation structurelle en Afrique).

Maîtrise de l'inflation et stabilisation des taux de change en ligne de mire de la politique monétaire

En 2012, le taux d'inflation moyen a progressé en Afrique, autour de 9 %, contre 8.5 % en 2011 et 7 % en 2010. Il devrait reculer mais rester supérieur à 7 % en 2013/14. L'inflation médiane, qui n'est pas affectée par les pays peu ou excessivement inflationnistes, a été inférieure à l'inflation moyenne en 2012, à 6.5 %, et devrait continuer de faiblir pour atteindre 5.3 % en 2014 (figure 1.13). Le regain d'inflation en 2011/12 s'explique surtout par l'augmentation du prix des denrées alimentaires et des carburants, qui a touché de plein fouet les consommateurs africains et surtout les citoyens pauvres. Dans plusieurs pays, l'inflation importée a été aggravée en 2012 par la dépréciation monétaire. Les prix des aliments et des carburants semblent faiblir mais restent à des niveaux soutenus. Nos prévisions reposent sur l'hypothèse que les prix des denrées alimentaires et des carburants importés ne viendront pas attiser l'inflation au cours de la période considérée. Mais des risques demeurent, liés à de mauvaises campagnes agricoles nationales et internationales et aux conflits politiques dans les grands pays producteurs de pétrole.

Dans de nombreux pays d'Afrique, les politiques monétaires cherchent un délicat équilibre entre maîtrise de l'inflation et soutien à la croissance. Là où l'inflation est élevée et la marge de manœuvre budgétaire réduite, la possibilité de suivre des politiques macroéconomiques de relance pour conjurer la récession est quasiment nulle. À l'inverse, dans les pays qui maîtrisent les pressions inflationnistes, les banques centrales pourraient en profiter pour abaisser encore les taux d'intérêt. Mais pour s'assurer que cette politique fasse aussi diminuer les coûts financiers pour le secteur privé, elles devront renforcer la transmission entre taux directeurs et taux débiteurs. À l'heure actuelle, ce mécanisme est plutôt faible dans de nombreux pays africains.

Une politique budgétaire accommodante ou restrictive selon l'environnement économique des pays et leur marge de manœuvre

Face aux risques d'un nouveau ralentissement de l'économie lié à une demande mondiale en berne, plusieurs pays poursuivent leurs politiques de relance. Mais beaucoup se sont engagés sur la voie de l'assainissement budgétaire, pour rendre leur dette viable. C'est un point essentiel pour les pays qui présentent déjà un risque de surendettement. En 2012, l'Algérie, le Burkina Faso, le Congo, le Cameroun, L'Afrique du Sud, la Namibie et la Zambie ont suivi une politique expansionniste. D'autres pays au contraire, comme l'Égypte, le Ghana, l'Éthiopie, le Botswana, le Rwanda, le Malawi et le Zimbabwe n'ayant guère de marge de manœuvre ou ne pouvant se passer de mesures de relance, ont durci leur politique budgétaire.

Les pays importateurs de pétrole ont vu le déficit de leur balance courante s'aggraver

Le renchérissement des prix alimentaires et de l'énergie ont alourdi la facture des importations plus vite que la progression des gains retirés des exportations, ce qui a fragilisé les termes de l'échange et dégradé les comptes courants de nombreux pays africains. En 2012, le déficit de la balance courant des pays importateurs de pétrole s'est creusé, dépassant 7 % du PIB (contre environ 6 % en 2011) ; il devrait rester à ce niveau en 2013/14. À l'inverse, les pays exportateurs de pétrole ont conforté leurs excédents en 2012, qui ressortent à 5 % du PIB (contre environ 3 % en 2011) et devraient bénéficier d'excédents comparables en 2013, avant une progression supplémentaire en 2014, à plus de 6 %.

Risques et enjeux pour les économies africaines

Les perspectives économiques pour le continent africain dépendent de facteurs internationaux et intérieurs difficiles à prévoir. L'atonie persistante de l'économie mondiale jette un doute certain. Un recul des recettes d'exportation des matières premières, une réduction en volume des autres exportations de marchandises mais aussi une baisse des recettes touristiques, de l'aide publique au développement (APD), des IDE et des transferts des migrants font partie des grands vecteurs de

contagion. Selon certaines estimations, un recul d'un point de pourcentage du PIB des pays membres de l'OCDE entraîne un déclin du PIB africain d'environ 0.5 % et une baisse des recettes d'exportation pour les pays africains proche de 10 % (BAfD, 2011). Les échanges sont le principal canal de transmission (BAfD et al., 2012). De fait, les exportations africaines ont déjà été touchées par le ralentissement de l'économie mondiale et une aggravation de la crise de la dette en Europe pourrait les fragiliser encore plus. Alors que, jusqu'ici, l'APD, les IDE et les transferts des migrants ont servi d'étai à la croissance africaine, une crise plus grave et durable en Europe pourrait rapidement tarir ces flux financiers.

En plus des incertitudes extérieures, l'Afrique comporte ses propres risques. Deux ans après les révolutions en Tunisie, en Égypte et en Libye, le retour à la stabilité politique dans la région semble encore lointain et les tensions sociales ne s'apaisent pas. Au Mali, la situation politique s'est améliorée avec l'intervention militaire de la France et des forces régionales de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Mais tant que la sécurité ne sera pas restaurée, les économies de la région resteront vulnérables. Après la sécession du Soudan du Sud, les deux nouveaux voisins sont parvenus à s'entendre sur des points importants. Mais certains enjeux régionaux restent litigieux et la paix ne sera vraiment rétablie que si tous les problèmes en suspens sont résolus. En outre, des troubles postélectorales pourraient éclater dans plusieurs pays si les gouvernements en place ou l'opposition refusent de se plier au verdict du scrutin.

Pour autant, ce rapport présente des perspectives économiques prudentes mais positives pour le continent africain. La croissance impressionnante de l'Afrique ces 15 dernières années et la résilience dont elle a fait preuve pendant la récession mondiale de 2009 et le ralentissement économique récent nourrissent cet optimisme. À court terme, le principal enjeu consiste à consolider les fondamentaux macroéconomiques face à une conjoncture internationale plus instable. Il faudra aussi poursuivre les améliorations engagées au niveau des institutions et des réglementations qui encadrent l'activité du secteur privé. Sans oublier le redressement des infrastructures, encore trop faibles, et l'élargissement de l'accès aux services publics essentiels, comme la santé, l'éducation et la sécurité. Toutes ces améliorations placeront les pays africains sur une trajectoire de croissance soutenue et durable qui seule, permettra de réduire la pauvreté et les inégalités.

Tableau 1. Évolutions macroéconomiques en Afrique

Taux de croissance du PIB, en volume (%)				
	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
Afrique centrale	5.2	5.7	5.7	5.4
Afrique de l'Est	6.3	4.5	5.2	5.6
Afrique du Nord	-0.1	9.5	3.9	4.3
Afrique australe	4.0	3.7	4.1	4.6
Afrique de l'Ouest	6.8	6.6	6.7	7.4
Afrique	3.5	6.6	4.8	5.3
Afrique (hors Libye)	4.3	4.2	4.5	5.2
Pour mémoire				
Afrique du Nord (avec le Soudan)	0.1	8.8	3.8	4.3
Afrique subsaharienne	5.5	5.2	5.4	5.9
Pays exportateurs de pétrole	2.8	8.7	5.2	5.6
Pays importateurs de pétrole	4.3	3.9	4.3	4.8
Prix à la consommation (inflation en %)				
	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
Afrique centrale	4.5	4.4	3.5	3.4
Afrique de l'Est	16.2	21.4	10.9	9.4
Afrique du Nord	7.3	7.2	7.1	7.3
Afrique australe	6.7	6.5	6.5	6.2
Afrique de l'Ouest	9.3	9.8	8.0	7.8
Afrique	8.5	9.1	7.4	7.2
Pour mémoire				
Afrique du Nord (avec le Soudan)	8.2	8.9	8.0	8.0
Afrique subsaharienne	8.7	9.2	7.1	6.7
Pays exportateurs de pétrole	10.3	10.6	9.0	9.1
Pays importateurs de pétrole	6.9	7.9	5.9	5.3
Solde budgétaire total, dons compris (en % du PIB)				
	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
Afrique centrale	1.9	0.0	-0.3	-0.4
Afrique de l'Est	-3.0	-4.1	-3.2	-3.2
Afrique du Nord	-6.3	-5.1	-5.1	-4.6
Afrique australe	-1.9	-2.3	-2.7	-2.6
Afrique de l'Ouest	-1.3	1.3	2.0	3.1
Afrique	-3.1	-2.5	-2.4	-1.9
Pour mémoire				
Afrique du Nord (avec le Soudan)	-5.8	-5.1	-5.1	-4.6
Afrique subsaharienne	-1.6	-1.1	-0.9	-0.4
Pays exportateurs de pétrole	-2.0	-0.8	-1.0	-0.5
Pays importateurs de pétrole	-4.5	-4.9	-4.4	-4.0
Solde de la balance extérieure courante, dons compris (en % du PIB)				
	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
Afrique centrale	-2.6	-1.7	-2.7	-3.5
Afrique de l'Est	-4.7	-8.5	-8.8	-8.9
Afrique du Nord	0.7	2.3	2.4	3.1
Afrique australe	-1.9	-3.5	-3.0	-3.0
Afrique de l'Ouest	-0.7	3.9	5.0	7.1
Afrique	-1.1	-0.4	0.0	0.7
Pour mémoire				
Afrique du Nord (avec le Soudan)	0.6	1.4	1.7	2.6
Afrique subsaharienne	-2.1	-1.5	-1.0	-0.3
Pays exportateurs de pétrole	2.9	5.0	5.2	6.4
Pays importateurs de pétrole	-5.9	-7.5	-6.9	-7.1

Note : (e) estimations ; (p) : prévisions.

Source : Département de la statistique, Banque africaine de développement.

Investissements étrangers, aide, transferts des migrants et recettes fiscales en Afrique

Après un premier record en 2011, les apports financiers extérieurs ont atteint de nouveaux sommets en 2012, à 186.3 milliards USD, tirés par les investissements étrangers et les transferts des migrants. L'APD n'est plus la principale source de financement extérieur pour l'Afrique. L'Afrique subsaharienne tire nettement son épingle du jeu. Elle devient une destination de plus en plus prisée par les capitaux extérieurs depuis la crise économique de 2008. À l'inverse et à l'exception notable du Maroc, les IDE à l'Afrique du Nord peinent à repartir pleinement, à cause de l'instabilité politique persistante dans la région, qui se double d'une incertitude économique. L'évolution du cours des matières premières, dont on a vu l'importance pour les investissements et les recettes fiscales, sera cruciale pour l'avenir des apports financiers extérieurs à l'Afrique.

Une analyse individuelle des différents flux financiers avant et après la crise de 2008 met en évidence deux grandes tendances : d'un côté, les transferts des migrants sont devenus une source essentielle de financement pour l'Afrique et dépassent pour la première fois l'APD et les IDE ; de l'autre, cette évolution confirme l'intégration croissante du continent avec les économies émergentes – à travers les échanges commerciaux, certes (comme l'avait souligné l'édition 2011 des PEA), mais de plus en plus à travers les investissements. Avec la persistance d'une croissance morose dans les pays de l'OCDE, les investissements proviennent de plus en plus de partenaires émergents. Si cette évolution ouvre de nouvelles perspectives de diversification des échanges et des partenaires, les flux sont toujours attirés par les ressources naturelles du continent.

Cette montée en puissance des apports financiers extérieurs à l'Afrique ne fait que confirmer le dynamisme économique du continent, attesté dans les prévisions, et l'amélioration générale de la gestion macroéconomique. Mais ces flux restent excessivement concentrés : cinq pays représentent plus de 50 % des apports extérieurs totaux – le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc et la RDC. Ces pays très peuplés et riches en ressources offrent un potentiel maximal pour des investisseurs étrangers et, grâce à leurs nombreux ressortissants expatriés, bénéficient de transferts de fonds conséquents.

Par contraste, la moitié des pays africains dépend de l'aide comme source majeure de financement extérieur pour le développement. Il s'agit essentiellement de pays sortis d'un conflit, pauvres en ressources, de petite taille ou enclavés – quand ils ne cumulent pas tout ou partie de ces handicaps. À court terme, la forte pression démographique conjuguée à une stagnation probable de l'aide devrait accentuer le recul de l'aide par habitant. La communauté internationale doit prêter attention aux pays vulnérables, qui risquent de souffrir plus que les autres d'une éventuelle nouvelle dégradation de l'économie mondiale.

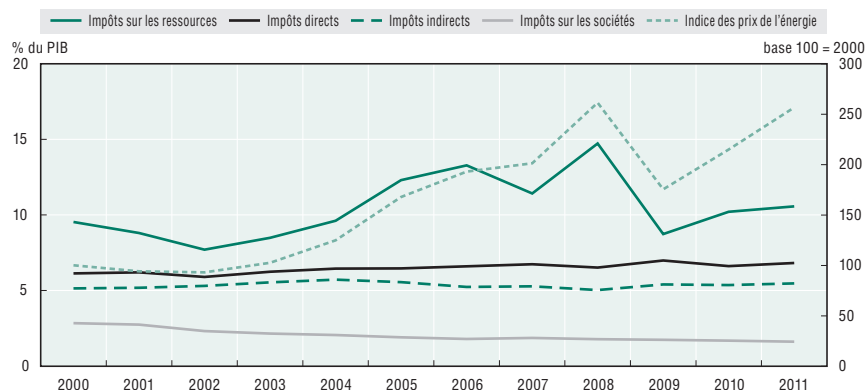
Tableau 2. Synthèse des apports financiers extérieurs et des recettes fiscales en Afrique
(en milliards de dollars courants)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012(e)	2013(p)
1. Flux entrants d'IDE	20.0	14.6	18.2	17.4	30.5	36.8	51.5	57.8	52.6	43.1	42.7	49.7	56.6
2. Investissements de portefeuille	-3.3	-0.1	-0.4	7.1	6.3	22.5	14.4	-24.8	-0.4	21.0	7.5	20.1	26.2
3. APD (nette, tous donneurs)	16.8	21.4	27.4	30.0	35.8	44.6	39.5	45.2	47.8	48.0	51.3	56.1	57.1
4. Transferts des migrants	12.1	12.8	15.4	19.5	33.7	37.7	44.9	49.7	45.4	52.3	56.9	60.4	64.0
5. Recettes fiscales	145.4	137.7	174.1	219.1	279.4	333.9	371.5	485.4	384.4	465.7	513.7	..	..
Total des apports extérieurs (1+2+3+4)	45.6	48.8	60.6	73.9	106.3	141.5	150.3	127.9	145.4	164.4	158.3	186.3	203.9
Afrique du Nord	14.2	13.6	15.0	20.2	27.4	37.3	42.5	32.6	24.3	43.0	32.0	38.5	45.0
Afrique de l'Ouest	7.9	9.6	10.7	13.7	34.5	45.1	40.9	41.9	47.0	51.0	56.9	59.4	61.9
Afrique centrale	2.8	4.0	8.8	5.4	6.9	6.4	9.8	7.8	10.0	14.9	15.1	14.0	14.7
Afrique de l'Est	7.7	8.4	10.9	12.9	14.6	18.3	21.3	23.7	23.5	22.3	24.4	28.2	29.6
Afrique australe	11.6	11.5	12.7	19.1	20.2	31.3	31.8	16.9	34.8	28.1	24.6	38.6	45.3

Note : la somme des groupements sous régionaux ne correspond pas au total des flux externes car l'APD comprend également des flux non alloués pour l'Afrique. (e) estimation, (p) prévisions.

Source : CAD/OCDE ; Banque mondiale ; FMI ; et données des Perspectives économiques en Afrique. Estimations de l'auteur pour les données relatives à l'APD en 2012/13 basées sur le taux d'augmentation prévu de l'aide-pays programmable (APP) tiré du rapport 2012 de l'OCDE sur la prévisibilité de l'aide. Prévisions pour 2013 – IDE et investissements de portefeuille : FMI ; transferts des migrants : Banque mondiale. Ce tableau ne tient pas compte des prêts des banques commerciales, des prêts du secteur public ni des crédits commerciaux.

Figure 2. Gamme des prélèvements fiscaux en Afrique : montants collectés par type d'impôt, en % du PIB (part pondérée)



Source : Banque mondiale et calculs des auteurs d'après les enquêtes des Perspectives économiques en Afrique 2013. StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932815150>

Selon les données de cette édition des PEA, les recettes fiscales des États africains ont atteint un niveau record en 2011, à 513 milliards USD, contre 466 milliards en 2010. Elles représentent 26.8 % du PIB du continent, contre 26.6 % en 2010. La part des recettes fiscales dans le PIB avait atteint un pic en 2008 (31.1 %) au moment de la crise financière, soutenue par les impôts sur les ressources naturelles. Les performances de 2011 ont été plombées par le conflit en Libye, où les recettes fiscales, tirées à 90 % du pétrole, ont dégingolé à 13.5 milliards USD, contre 48.6 milliards en 2010. Entre 2000 et 2011, la part des recettes fiscales dans le PIB en Afrique a augmenté à un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 0.3 %. Les impôts sur les ressources naturelles ont progressé au rythme annuel de 0.9 %. Sur la même période, le poids des impôts directs et indirects dans le PIB s'est accru, avec des TCAC respectifs de 1 et 0.5 %. La part des taxes professionnelles a quant à elle reculé au rythme annuel de 5 %.

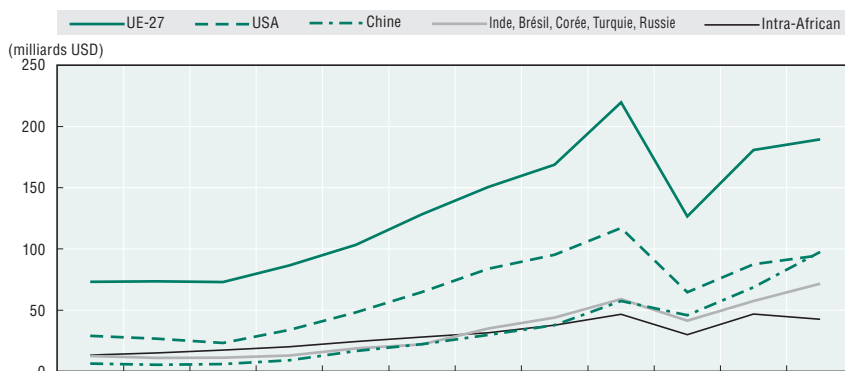
En raison de leur volatilité, les cours des matières premières pèsent lourdement sur l'investissement et les recettes fiscales en Afrique. Les décideurs africains doivent donc réduire leur exposition à ces chocs extérieurs, potentiellement violents, mais aussi faire en sorte que la manne tirée des ressources naturelles bénéficie à l'ensemble des populations et aux générations futures.

Politiques commerciales et intégration régionale en Afrique

La Chine, l'Inde et le Brésil consomment toujours plus de produits africains : pétrole, matières premières et produits manufacturés. Les économies émergentes s'imposent sur les marchés d'exportation africains, tenus jusqu'ici par l'Europe et les États-Unis.

Selon des données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced), les exportations africaines ont presque quadruplé en valeur entre 2000 et 2011, passant de 148.6 à 581.8 milliards de dollars (USD). Deux tendances se dessinent. La première porte sur le recul de l'UE (de 47 % à 33% sur la période), et des États-Unis (de 17 % à 10 %) dans les exportations africaines. La deuxième concerne l'intensification des relations commerciales avec les économies émergentes. La Chine absorbe 13 % des exportations africaines en 2011, contre 3.2 % en 2000, et les parts respectives de l'Inde, du Brésil et de la Russie sont passées de 2.8 à 6 %, de 2 à 3 % et de 0.2 à 0.3 %. En 2000, les économies émergentes absorbaient 8 % des exportations africaines – une proportion qui a bondi à 22 % en 2011.

Figure 3. Part de différents partenaires dans les exportations africaines (2000-2011)



Source: Calculs des auteurs, UN (2013), UN ComTrade, (base de données), via <http://wits.worldbank.org/wits>

Le continent cherche également à renforcer son intégration régionale, pour élargir ses débouchés commerciaux, et reconnaît la nécessité d'accélérer le processus. L'intégration régionale devrait permettre de relever les défis liés à la petite taille de bon nombre de pays africains. Il s'agit notamment de la concurrence effrénée qui sévit sur les marchés internationaux et du pouvoir de négociation amoindri dont disposent les pays africains dans les négociations commerciales internationales.

L'un des grands freins à l'intégration régionale tient au manque de moyens financiers. Bon nombre de gouvernements n'ont pas alloué de budget spécifique aux activités et programmes sur la question. Ils vont devoir le faire.

La fragmentation de l'Afrique, caractérisée par un grand nombre de petites économies, pose également un autre défi. Ce défi est d'autant plus fort étant données la faiblesse des arrangements institutionnels et l'insuffisance de la coordination aux niveaux national et sous-régional qui contribuent à affaiblir le rôle des communautés d'intégration régionale dans la promotion du commerce et de la croissance économique. L'initiative de la COMESA, la CAE et la SADC de créer une zone de libre-échange tripartite peut néanmoins servir de modèle pour une nouvelle approche de l'intégration régionale.

Développement humain en Afrique

De nombreux pays en Afrique ont enregistré des améliorations sur plan du développement humain – en élargissant la palette de choix accessibles à sa population et en lui donnant la possibilité de mener une vie épanouissante – tel que mesuré par l'Indice de développement humain. Les progrès sont néanmoins demeurés lents. La percée de l'Afrique doit beaucoup aux Seychelles qui, à la 46^{ème} place, rejoint le groupe des pays ayant un développement humain « très élevé », devant des États plus riches d'Europe et du Moyen-Orient. La Libye, Maurice, l'Algérie et la Tunisie appartiennent au niveau « élevé » et dix autres pays africains figurent dans le niveau « moyen ». Les 37 autres pays africains sont dans la dernière catégorie (le Soudan du Sud n'est pas encore pris en compte). Mais bon nombre d'entre eux font de rapides progrès, comme l'Angola, le Burundi, l'Éthiopie, le Mozambique, le Rwanda, la Sierra Leone et le Zimbabwe. L'espérance de vie et les revenus augmentent, mais le faible niveau d'instruction retient ces pays en arrière.

Les inégalités de revenus se creusent et les indicateurs en matière de santé et d'éducation se détériorent dans certaines zones du continent. Outre les cycles de conflits récurrents et l'accès limité au financement ainsi qu'à d'autres services, le résultat est que de nombreuses personnes sont restées prisonnières de la pauvreté, privées des bénéfices que devrait impliquer une croissance économique plus élevée. Les pays africains se retrouvent en conséquence confrontés à un « défi du développement », celui de transformer leur capital naturel renouvelable et non renouvelable en richesse nationale, à savoir en infrastructures, en revenus partagés et en capital humain.

Tableau 3. Niveaux de développement humain en Afrique

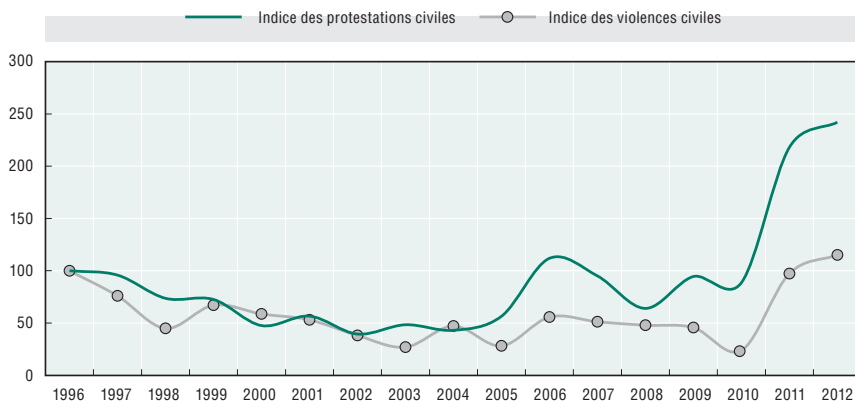
Très élevé/élevé	Moyen	Faible	
Algérie	Botswana	Angola	Liberia
Libye	Cap-Vert	Bénin	Madagascar
Seychelles	Égypte	Burkina Faso	Malawi
Tunisie	Guinée équatoriale	Burundi	Mali
	Gabon	Cameroun	Mauritanie
	Ghana	Rép. centrafricaine	Mozambique
	Maroc	Tchad	Niger
	Namibie	Comores	Nigeria
	Afrique du Sud	Congo, Rép.	Rwanda
	Swaziland	Congo, Rép. dém.	São Tomé-et-Principe
		Côte d'Ivoire	Sénégal
		Djibouti	Sierra Leone
		Erythrée	Soudan
		Éthiopie	Tanzanie
		Gambie	Togo
		Guinée	Ouganda
		Guinée-Bissau	Zambie
		Kenya	Zimbabwe
		Lesotho	Soudan du Sud

Source : Pnud (2013).


Gouvernance politique et économique en Afrique

Les manifestations de 2012 en Afrique du Nord ont prolongé le Printemps arabe, appelant à approfondir et poursuivre les réformes politiques. L'Égypte et la Tunisie ont été le théâtre d'intenses mobilisations qui ont jeté une ombre sur leur consolidation démocratique. Les sociétés semblent de plus en plus polarisées entre une opposition plutôt laïque et les soutiens aux gouvernements islamistes démocratiquement élus. Des heurts entre groupes politiques ont éclaté lorsque l'opposition a dénoncé des mesures jugées dangereuses pour la laïcité de l'État, ou défendant insuffisamment les libertés individuelles et religieuses.

Figure 5. Manifestations et violences civiles, 1996-2012
(base 100 = 1996)



Source : Calculs des auteurs (d'après des informations AFP).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932815302>

En Afrique subsaharienne, les manifestations étaient surtout motivées par des préoccupations d'ordre économique. Pour plus la moitié d'entre elles, les revendications tournaient autour des salaires ou du coût de la vie. Avec l'accroissement démographique, les pressions sur les gouvernements africains pour apporter des réponses viables à ces doléances ne sont pas près de s'atténuer. L'année 2012 a aussi vu les troubles se concentrer dans un nombre plus restreint de pays, figurant parmi les grandes économies du continent. C'est là un changement par rapport à 2011, où pratiquement tous les pays africains ont été confrontés à une recrudescence des manifestations.

Plus de cinquante scrutins, présidentiels et législatifs, ont été organisés entre 2011 et 2012. Mais la faiblesse du développement socioéconomique, le manque de capacités des États ou l'ingérence des militaires dans la vie publique ont compromis la consolidation de la démocratie dans plusieurs pays. En outre, les violences électorales restent préoccupantes.

Les attaques de rebelles et le crime organisé sont deux des nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité, la stabilité et la démocratie en Afrique. Conjugées à la persistance de conflits transfrontaliers, elles créent des poches d'instabilité dans des zones isolées qui échappent au contrôle de la puissance publique. Le dernier rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC, 2013) sur le crime organisé transnational souligne bien son impact délétère sur les capacités des États. C'est aussi une source de corruption. La nature et l'origine internationales de ces « chaînes du crime mondiales » appellent à des solutions bénéficiant d'un large appui, à l'échelle des pays et de la communauté internationale.

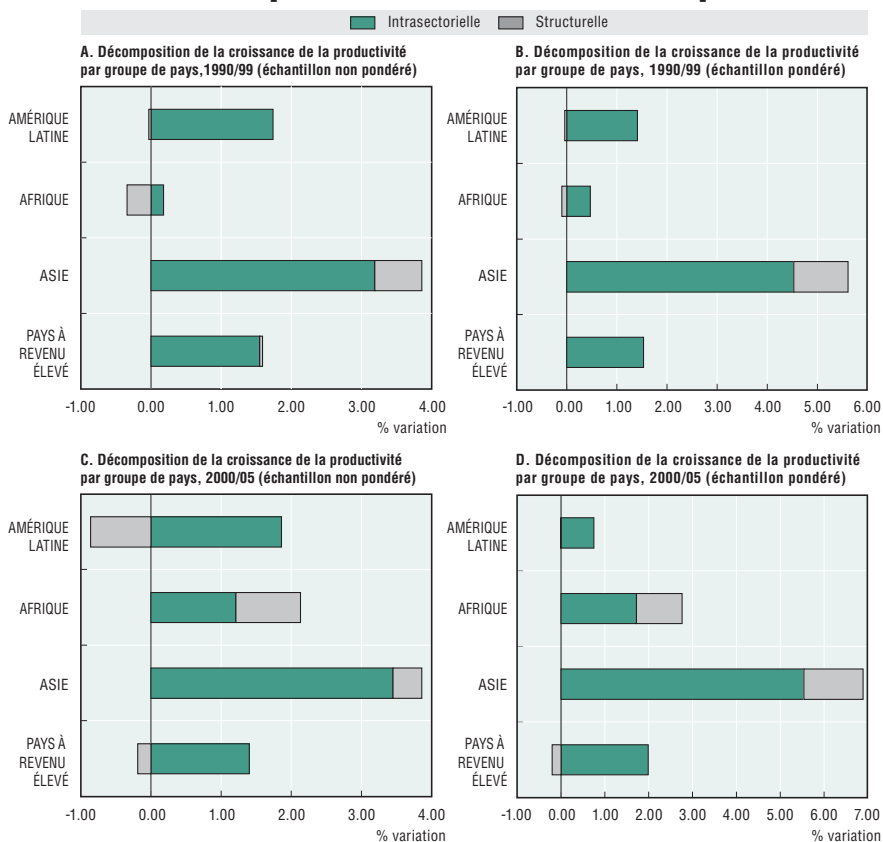
Transformation structurelle et ressources naturelles

Aujourd'hui, les pays africains doivent relever un défi immense : créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, non seulement en pérennisant le rythme de la croissance, mais aussi en rendant celle-ci plus inclusive. En effet, le rythme de croissance du PIB de l'Afrique –actuellement supérieur à la tendance historique– devrait se maintenir : il s'élève à 5.1% en moyenne depuis 2000, soit le double de la moyenne des années 1990, et les perspectives détaillées dans ce rapport restent favorables pour les années à venir. Pour autant, le ratio emploi-population, qui mesure la proportion de la population en âge de travailler en activité, est resté pratiquement inchangé au cours des 20 dernières années : il était de 60 % en 2011, contre 59 % en 1991.

Les pays africains doivent accélérer la transformation de leurs économies pour créer plus d'emplois d'une meilleure qualité.

Pour être plus intensive en travail, la croissance doit être accompagnée d'une transformation structurelle, autrement dit la réallocation des ressources économiques, des activités les moins productives – telles que l'agriculture familiale ou le petit commerce informel – vers les plus productives – telles que l'industrie manufacturière. Celle-ci suppose deux phénomènes : d'une part l'essor de nouvelles activités plus productives, et d'autre part le déplacement des ressources et de la main-d'œuvre des activités traditionnelles vers les nouvelles, entraînant une hausse de la productivité globale et avec elle une amélioration des salaires et de la qualité des emplois. En termes plus techniques, l'émergence de nouvelles activités est considérée comme la part « intra sectorielle » de la hausse de la productivité ; la migration des travailleurs vers ces nouvelles activités est la part « structurelle ». La transformation structurelle se produit lorsque les deux phénomènes ont lieu simultanément. La Figure 6 démontre que les progrès de l'Afrique en la matière sont contrastés. La croissance de la productivité a été plus lente que dans d'autres régions du monde dans les dernières décennies du XX^{ème} siècle, mais depuis 2000 la main d'œuvre a commencé à se déplacer dans la « bonne » direction – sa part augmentant dans les secteurs plus productifs. L'Afrique soutient donc bien la comparaison avec l'Amérique latine, qui continue à connaître des mouvements nets de main-d'œuvre vers les activités les moins productives, mais l'écart se creuse avec l'Asie.

Figure 6. La transformation structurelle en Afrique : comparaison de ses schémas dans le temps



Note : Ces graphiques se fondent sur l'échantillon de neuf pays utilisé dans McMillan et Rodrik, 2011.

Source : Calculs des auteurs sur la base des données provenant de McMillan, M.S. et D. Rodrik (2011), « Globalization, structural change and productivity growth », NBER Working Paper 17143, <http://www.nber.org/papers/w17143>.

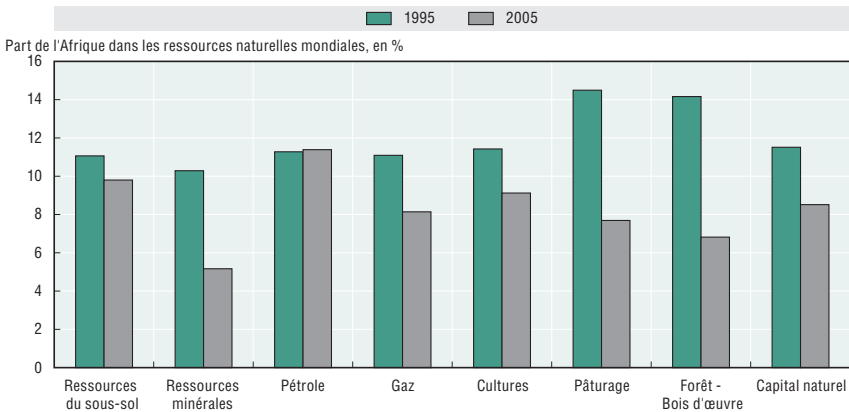
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932815359>

Afin d'accélérer cette transformation structurelle naissante, les pays africains doivent tirer le maximum de leurs secteurs économiques et de leurs capacités. À quelques exceptions près, notamment les petits États insulaires, les ressources naturelles agricoles et extractives représentent une part importante de l'activité économique et des exportations de la plupart des économies africaines. Plusieurs pays dans le monde ont prouvé que les activités basées sur l'exploitation des ressources naturelles peuvent être des moteurs de la transformation structurelle, à condition que les gouvernements mettent en place les conditions et les politiques adéquates, et qu'ils se donnent pour priorité de gérer l'abondance de ressources pour le bien commun. Les erreurs passées nous apprennent en outre que pousser

à la transformation structurelle sans tenir compte des capacités existantes, et sans soutenir le développement du secteur primaire, n'est pas une stratégie soutenable. La forte demande des partenaires émergents et les termes de l'échange historiquement favorables des ressources naturelles représentent aujourd'hui pour les pays africains une excellente opportunité à saisir.

Cependant, seuls quelques pays peuvent se vanter d'avoir développé un secteur primaire à la hauteur de son potentiel. L'agriculture, en particulier, a longtemps été pénalisée et considérée comme un secteur résiduel, au lieu de recevoir le soutien qui en aurait fait un moteur de la transformation structurelle, comme ce fut le cas en Chine ou en Inde. Pour autant, les activités liées aux ressources extractives n'ont pas non plus bénéficié d'un environnement optimal. En dépit du boom des matières premières que connaît l'économie mondiale depuis une décennie, la valeur des ressources connues de l'Afrique a progressé plus lentement qu'ailleurs, ce qui indique qu'une marge de progression existe.

Figure 7. La part de l'Afrique dans le capital naturel mondial a décliné entre 1995-2005



Source : Calculs des auteurs fondés sur les données de la Banque mondiale (2012a), *The Changing Wealth of Nations*, <http://data.worldbank.org/data-catalog/wealth-of-nations>.

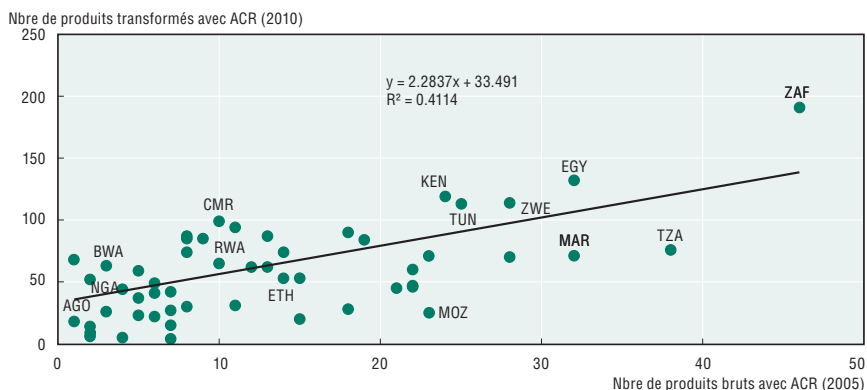
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932815549>

Un secteur de ressources naturelles performant permet la transformation structurelle

Le message principal de ce rapport est que la transformation structurelle, porteuse d'activités plus productives et d'emplois de meilleure qualité, est étroitement liée au développement d'un secteur des ressources naturelles – agricoles et extractives – robuste. Certes, la trop grande dépendance à l'égard d'un ensemble de produits, surtout s'il s'agit de produits de rente de grande valeur, peut empêcher la diversification et la croissance inclusive, mais les pays où les activités liées aux produits de base sont diversifiées ont tendance à avoir également des activités plus diversifiées dans les

autres secteurs. En appliquant le concept de Balassa (1986) d'avantage comparatif révélé (ACR) séparément aux matières premières et aux produits à plus forte valeur ajoutée, on constate que les deux sont étroitement liés : les pays qui ont un avantage comparatif dans un large éventail de matières premières ont aussi, en général, un avantage comparatif dans un large éventail de produits à plus forte valeur ajoutée. Par conséquent, au lieu de freiner les avancées d'un pays, un secteur primaire solide et diversifié est important pour une diversification économique qui créera des emplois productifs. Beaucoup des ingrédients essentiels à la transformation structurelle sont également des conditions nécessaires au développement d'une agriculture et d'industries extractives fortes, à l'exception du pétrole off-shore : les infrastructures, l'éducation et les compétences ; des institutions et cadres de réglementation fiables ; la capacité du gouvernement ; un régime fiscal équilibré ; l'accès aux services financiers ; et des marchés efficaces et suffisamment vastes.

Figure 8. **Avantage comparatif relatif des produits de base non transformés et des produits transformés, en Afrique**



Source : Calculs des auteurs sur la base de données des Nations Unies (2013), base de données ComTrade, <http://wits.worldbank.org/wits/>.

Note : Les pays sélectionnés apparaissent en surbrillance à des fins illustratives.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932815454>

Comment les pays africains peuvent-ils promouvoir la transformation structurelle fondée sur les ressources naturelles ?

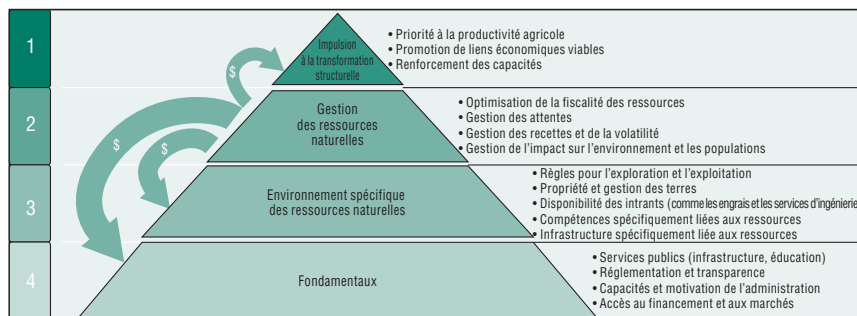
Ce rapport propose quatre niveaux de politiques publiques, qui conjuguent l'investissement dans les fondamentaux économiques et un effort en faveur de la transformation. La mise en place des conditions propices à la diversification et au renforcement des secteurs liés aux ressources naturelles constitue le **premier niveau** de cette approche. Quel que soit le secteur, les nouvelles activités à fort potentiel de transformation structurelle ont besoin d'un environnement favorable pour prospérer. Le premier niveau consiste ainsi à fournir les éléments essentiels tels que des services publics de qualité, un environnement institutionnel et réglementaire favorable,

un gouvernement capable et l'accès au financement et aux marchés. Quand ces conditions sont réunies, les entrepreneurs peuvent prospérer dans l'agriculture et le secteur minier, mais aussi dans l'industrie manufacturière et les services. Un système de gouvernance transparent, responsable et inclusif doit garantir que les recettes sont utilisées pour favoriser la croissance dans l'intérêt de la société dans son ensemble.

L'environnement spécifique des secteurs des ressources naturelles constitue le *deuxième niveau*. La prospection et l'exploitation des ressources minières nécessitent une réglementation favorable aux investissements, et toutes les activités liées aux ressources naturelles exigent un système efficace de gestion et de droits de propriété du sol, ainsi que des compétences et une recherche spécifiques. L'agriculture est ainsi souvent freinée par le manque d'engrais, un intrant essentiel.

Le *niveau 3* joue un rôle crucial pour les pays dont les ressources naturelles génèrent des rentes qui peuvent avoir des effets significatifs sur le reste de l'économie ainsi que sur l'environnement. Ces rentes peuvent fournir les recettes nécessaires pour renforcer les conditions de la transformation structurelle (niveaux 1 et 2). Mais si elles ne sont pas correctement gérées, elles peuvent avoir un effet délétère, du fait de la volatilité et du gaspillage, mais aussi parce qu'elles peuvent inciter à rechercher la rente elle-même plutôt que l'efficacité. L'envolée des cours des ressources naturelles risque en outre d'avoir un effet d'éviction sur les autres secteurs de biens échangeables, car elle fait augmenter le taux de change et le niveau de prix dans le pays¹ (le « syndrome hollandais »). Enfin, une exploitation extensive pose également des problèmes environnementaux, qui doivent aussi être gérés. Face à ces contraintes, les politiques publiques à ce troisième niveau visent à maximiser et gérer efficacement les recettes. La nationalisation n'est pas nécessairement la solution la plus efficace pour optimiser les recettes. Il peut ainsi se révéler plus efficace de taxer les rentes tirées des ressources, même si cette solution pose, elle aussi, des problèmes, comme la nécessité de négocier des accords qui concilient, d'un côté, des incitations à l'exploration des ressources et à la production et, de l'autre, une part équitable pour la société. Une fois les recettes engrangées, elles doivent être correctement gérées, ce qui nécessite de la transparence et un bon équilibre entre épargne, consommation et investissement. De plus, la stabilité des dépenses est indispensable pour contrebalancer la volatilité des revenus tirés des ressources naturelles. Il convient ensuite de veiller à ce que les investissements soient efficaces et non gaspillés. Les niveaux 1, 2 et 4 de la politique de transformation structurelle basée sur les ressources naturelles donnent ainsi les lignes directrices pour l'investissement. Lorsque les investissements permettent de créer les bonnes conditions pour obtenir des gains de productivité, ils peuvent aussi servir à surmonter les problèmes liés au syndrome hollandais.

Figure 9. Transformation structurelle fondée sur les ressources naturelles
une stratégie à quatre niveaux



Source : Illustration des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932815625>

Enfin, le **quatrième niveau** est celui des politiques actives de promotion de la transformation structurelle. Elles visent notamment à accroître la productivité agricole et créer des liens en direction, et à partir des industries extractives. La transformation agricole a été la clef de la réussite économique de plusieurs pays en Asie, en Amérique Latine et en Europe. L'Afrique peut faire beaucoup pour entamer sa propre révolution verte et promouvoir la commercialisation de l'agriculture. Les industries extractives, notamment les mines, apportent quant à elles beaucoup plus d'opportunités que l'on ne pense habituellement. Les liens au niveau de la chaîne d'approvisionnement (en amont) offrent un fort potentiel notamment en matière de création d'emploi et de nouvelles capacités, qui peuvent être à la base de nouvelles activités dans des secteurs variés. Les instruments de politique publique à disposition des gouvernements incluent la coordination des investissements en matière de formation, d'infrastructures, de logistique et de recherche, les politiques destinées à attirer les IDE et la réglementation sur le contenu local des produits.

La mise en valeur des ressources naturelles de l'Afrique nécessite également l'engagement de ses partenaires. La hausse de la demande mondiale a stimulé les exportations de l'Afrique et entraîné une hausse des investissements étrangers vers le continent. Pour autant, toutes les interventions étrangères n'ont pas été positives, surtout lorsqu'elles sont effectuées sans égard pour les critères de transparence et de durabilité. L'engagement des investisseurs et des pays partenaires est indispensable pour améliorer l'impact de ces transactions, par exemple dans le cadre des initiatives multipartites pour la transparence. En outre, les entreprises internationales ont un rôle important à jouer, en partenariat avec les entreprises et les écoles locales, pour stimuler la création d'emploi et de capacités sur place. Les pays partenaires peuvent en outre s'ouvrir davantage aux exportations africaines de produits transformés.

Enfin, une coopération étroite entre pays africains est fondamentale pour une transformation structurelle basée sur les ressources naturelles, et pour promouvoir des structures économiques à même de créer des revenus et des emplois pour tous. Le marché africain présente d'immenses opportunités, mais souffre de conditions d'accès défavorables. De plus, pour obtenir les meilleures conditions de la part des investisseurs, il est important que les États s'accordent entre eux sur des normes minimales afin de prévenir une course au moins-disant. Si les pays africains et leurs partenaires travaillent ensemble dans le but commun de promouvoir la transformation structurelle de l'Afrique, alors les chances d'y parvenir seront au plus haut.

Notes

1. Lorsqu'ils procèdent à l'estimation directe de l'impact des exportations de ressources extractives, Harding et Venables (2013) observent qu'un dollar de ce type d'exportations fait baisser les autres exportations de 65 cents en moyenne, augmente les importations de 20 cents et laissent 15 cents pour l'épargne. Pour un sous-échantillon de pays d'Afrique subsaharienne, ces auteurs notent que les effets sont de 55 cents de moins pour les exportations, 35 cents de plus pour les importations et seulement 10 cents pour l'épargne.

AFRIQUE DU NORD : Chiffres clés

Avec le redémarrage de la production et des exportations de pétrole, le PIB de la Libye a rebondi de 96 % en 2012, dopant la croissance de l'Afrique du Nord, qui atteint 9.5 %, après une année 2011 de stagnation. L'incertitude politique et la morosité de la conjoncture internationale devraient pénaliser la croissance en Égypte, à 2 % en 2013 puis à 3.5 % en 2014 – un rythme inférieur aux niveaux d'avant la révolution. Après une croissance négative d'environ 2 % en 2011, l'économie tunisienne a rebondi en 2012, de plus de 3 %. Elle devrait conserver cette trajectoire haussière en 2013, autour de 3.5 %, qui s'accélérera en 2014, à près de 4.5 %. Le Maroc et la Mauritanie conserveront un rythme de croissance alerte en 2013/14, avec des taux respectifs moyens de 6 % et pratiquement 5 %. En Algérie, le rythme devrait se renforcer, à plus de 3 % en 2013 et à 4 % en 2014, contre 2.5 % en 2012.

Perspectives macroéconomiques

Taux de croissance du PIB, en volume (%)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	3.5	6.6	4.8	5.3
Afrique (Libye exclue)	4.3	4.2	4.5	5.2
Afrique du Nord	-0.1	9.5	3.9	4.3
Algérie	2.4	2.5	3.2	4
Égypte	1.8	2.2	2	3.5
Libye	-59.7	95.5	15	8.1
Mauritanie	3.9	6	6.4	5.5
Maroc	5	3.2	4.6	5
Tunisie	-1.9	3.3	3.4	4.6
Prix à la consommation (inflation en %)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	8.5	9.1	7.4	7.2
Afrique du Nord	7.3	7.2	7.1	7.3
Algérie	4.5	8.9	4.9	4.7
Égypte	11.1	8.7	10.6	11.7
Libye	15.9	6.9	4.7	3.4
Mauritanie	5.7	4.9	6.2	5.6
Maroc	0.9	1.3	2.3	2.4
Tunisie	3.5	5.6	5.5	4.5
Solde budgétaire total, dons compris (en % du PIB)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	-3.1	-2.5	-2.4	-1.9
Afrique du Nord	-6.3	-5.1	-5.1	-4.6
Algérie	-1.3	-3.3	-1.5	-2.1
Égypte	-9.7	-10.8	-11.4	-9.9
Libye	-15.6	13.1	6.1	5.9
Mauritanie	-1.5	-3.6	-1.9	-3.6
Maroc	-6.8	-7.5	-5.3	-4.7
Tunisie	-3.4	-6	-5.9	-4.8
Solde de la balance extérieure courante, dons compris (en % du PIB)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	-1.1	-0.4	0	0.7
Afrique du Nord	0.7	2.3	2.4	3.1
Algérie	9.9	8.2	7.5	7.5
Égypte	-2.6	-3.1	-2.9	-2
Libye	8.4	27.2	23.4	24.9
Mauritanie	-7.3	-18.5	-21.1	-18.8
Maroc	-8	-8.6	-5.5	-5.7
Tunisie	-7.4	-8	-7.5	-6.7

Note: (e) estimations, (p) prévisions.

Source: Calculs des auteurs.

AFRIQUE DE L'OUEST : Chiffres clés

L'Afrique de l'Ouest devrait poursuivre sur sa lancée, avec un taux alerte de 6.7 et 7.4 % en 2013 et 2014, ce qui fait d'elle la région la plus dynamique du continent. La croissance s'appuie sur les secteurs pétrolier et minier mais aussi sur l'agriculture et les services et une demande solide, tirée par la consommation et les investissements. Le Nigeria devrait enregistrer des taux de croissance respectifs de 6.7 et 7.3 % en 2013 et 2014, alors que l'on attend des taux moyens supérieurs à 8 et 9 % pour le Ghana et la Côte d'Ivoire. Dans la plupart des pays de la région, la croissance devrait repartir en 2013/14, à plus de 5 %, même si ces bons chiffres ne concernent pas le Bénin, le Cap-Vert ou la Guinée-Bissau.

Perspectives macroéconomiques

Taux de croissance du PIB, en volume (%)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	3.5	6.6	4.8	5.3
<i>Afrique (Libye exclue)</i>	4.3	4.2	4.5	5.2
Afrique de l'Ouest	6.3	4.5	5.2	5.6
Bénin	3.5	3.6	4.1	4.6
Burkina Faso	4.4	8	6.7	6.8
Cap-Vert	5	4	4.8	5
Côte d'Ivoire	-4.7	8.6	8.9	9.8
Gambie	-4.4	1	4.3	5.1
Ghana	14.4	7.1	8	8.7
Guinée	3.9	4.2	4.8	5.6
Guinée-Bissau	5.3	-1.5	4.2	3.5
Liberia	8.2	8.9	7.7	5.4
Mali	2.7	-1.5	5.4	5.1
Niger	2.1	13.1	5.5	6.5
Nigeria	7.4	6.6	6.7	7.3
Sénégal	2.1	3.7	4.3	5.1
Sierra Leone	6	16.7	7.2	12.1
Togo	4.9	5	5.3	5.5

Prix à la consommation

(inflation en %)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	8.5	9.1	7.4	7.2
Afrique de l'Ouest	16.2	21.4	10.9	9.4
Bénin	2.7	6.7	3.1	3
Burkina Faso	2.8	3.6	2.2	2.1
Cap-Vert	4.5	2.5	2.4	2.5
Côte d'Ivoire	4.9	2.1	2.2	2.3
Gambie	4.8	4.2	5	5.1
Ghana	8.7	9.2	8.9	8.5
Guinée	21.4	13.1	10.6	8.5
Guinée-Bissau	5	2.1	3.3	2.5
Liberia	8.3	6.9	5.1	4.9
Mali	3	5.3	2.9	3.3
Niger	2.9	3.9	1.8	1.4
Nigeria	10.9	12	9.7	9.5
Sénégal	3.4	2.5	1.6	1.8
Sierra Leone	18.5	11.6	7.1	6.9
Togo	3.6	2.3	2.4	2.7

Solde budgétaire total, dons compris (en % du PIB)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	-3.1	-2.5	-2.4	-1.9
Afrique de l'Ouest	-1.3	1.3	2	3.1
Bénin	-1.8	-1.5	-2.3	-2.3
Burkina Faso	-1.4	-0.5	-1.5	-2.3
Cap-Vert	-7.5	-7.3	-8.9	-8.9
Côte d'Ivoire	-1.8	-3.5	-4	-3.1
Gambie	-4.6	-6	-5.2	-4
Ghana	-3.9	-4.9	-3.5	-3
Guinée	-0.3	-1.4	-0.6	-0.3
Guinée-Bissau	0.7	-2.3	-0.8	-1
Liberia	-2	-4.7	-6.4	-6.6
Mali	-3.3	-6.4	-5.8	-4
Niger	-6.8	-2.8	-2	-2.5
Nigeria	-0.1	3.7	4.4	5.7
Sénégal	-6.6	-7	-7.9	-7.4
Sierra Leone	-4.5	-1.8	-2.3	-2
Togo	-1.2	-3.1	-3.6	-3.9
Solde de la balance extérieure courante, dons compris (en % du PIB)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	-1.1	-0.4	0	0.7
Afrique de l'Ouest	-0.7	4	5	7.1
Bénin	-10	-9.5	-10.4	-10.6
Burkina Faso	-1.2	-3.5	-5	-4.4
Cap-Vert	-16.4	-14.1	-15	-16.4
Côte d'Ivoire	6.7	-3.3	-3.8	-1.9
Gambie	-14.8	-11.3	-13	-12.9
Ghana	-9.6	-11.2	-14.4	-14.9
Guinée	-24.2	-25.4	-25	-28.7
Guinée-Bissau	-1.6	-6.3	-4.7	-4.3
Liberia	-34	-52.4	-65.6	-72
Mali	-10	-0.8	-6.8	-9.9
Niger	-22.7	-22.7	-21.5	-17.8
Nigeria	3.2	10.4	11.8	14.6
Sénégal	-7.7	-8.6	-9.3	-10
Sierra Leone	-52.3	-44	-11.6	-12
Togo	-6.4	-6.2	-3.9	-4.7

Note: (e) estimations, (p) prévisions.

Source: Calculs des auteurs.

AFRIQUE DE L'EST : Chiffres clefs

La plupart des pays d'Afrique de l'Est – notamment l'Éthiopie, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie – sont sur une trajectoire de croissance soutenue, entre 5 et 7 % environ pendant la période de prévision. Au Kenya et sous réserve que les élections n'entraînent pas de remous, la croissance devrait s'établir à 4.5 % en 2013 avant de s'accélérer à plus de 5 % en 2014. Au Soudan, l'économie a été à la peine après la sécession du Soudan du Sud. Le PIB s'est contracté en 2012 et ne devrait progresser que de manière modérée en 2013, avant de remonter en 2014.

Perspectives macroéconomiques

Taux de croissance du PIB, en volume (%)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	3.5	6.6	4.8	5.3
<i>Afrique (Libye exclue)</i>	4.3	4.2	4.5	5.2
Afrique de l'Est	6.3	4.5	5.2	5.6
Burundi	4.2	4.3	4.6	4.9
Comores	2.6	2.7	3.2	3.8
Djibouti	3.5	4.5	5	5
Éritrée	8.7	5.5	7	6.5
Éthiopie	11.2	6.9	6.6	6.3
Kenya	4.4	4.2	4.5	5.2
Rwanda	8.3	7.7	7.1	7.3
Seychelles	5	2.8	3.2	4.3
Soudan	2.7	-0.6	2.2	3.4
Soudan du Sud	...	...	...	...
Tanzanie	6.4	6.4	6.9	7
Ouganda	5.9	4.4	4.9	5.5
Somalie	...	...	...	...
Prix à la consommation (inflation en %)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	8.5	9.1	7.4	7.2
Afrique de l'Est	16.2	21.4	10.9	9.4
Burundi	9.6	14.5	8.6	5.8
Comores	6.8	5.6	3	2.7
Djibouti	5.1	5	2.8	2.7
Éritrée	20	17	12.3	12.3
Éthiopie	18.1	31	10	8.7
Kenya	14	9.6	6.3	6
Rwanda	5.7	7.3	6	5.3
Seychelles	2.6	7.1	4.4	3.9
Soudan	20	36	22	19.5
Soudan du Sud	...	...	...	...
Tanzanie	12.7	16.1	8.4	6.9
Ouganda	18.7	14.6	10.2	7.8
Somalie	...	...	...	...

Solde budgétaire total, dons compris (en % du PIB)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	-3.1	-2.5	-2.4	-1.9
Afrique de l'Est	-3	-4.1	-3.2	-3.2
Burundi	-8.4	-8	-8.7	-9.5
Comores	-1.8	-2.3	-3	-3.4
Djibouti	-0.1	-2	-2	-1.7
Éritrée	-16.2	-13.5	-12.5	-11.7
Éthiopie	-1.6	0.2	0.8	1
Kenya	-4.5	-4.7	-3.5	-3
Rwanda	-2.4	-1.9	-1.4	-3.7
Seychelles	2.5	2.6	0.3	-2
Soudan	-1	-4.4	-4.8	-5.1
Soudan du Sud	...	...	...	...
Tanzanie	-6	-9.1	-3.9	-3.1
Ouganda	-3.6	-3	-4.9	-6.2
Somalie	...	...	...	...
Solde de la balance extérieure courante, dons compris (en % du PIB)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	-1.1	-0.4	0	0.7
Afrique de l'Est	-4.7	-8.5	-8.8	-8.9
Burundi	-12	-16.2	-16.2	-17.8
Comores	-13.6	-14.7	-15.8	-17.3
Djibouti	-12.6	-12.9	-14.8	-17.1
Éritrée	-3.9	-5.7	-5.3	-6.1
Éthiopie	-0.9	-3.4	-5.5	-7.1
Kenya	-5.5	-6.7	-6.1	-7.7
Rwanda	-8.5	-10.5	-10.2	-9.9
Seychelles	-22.6	-25.8	-28.4	-29.2
Soudan	-0.5	-10.2	-8.9	-5.7
Soudan du Sud	...	...	...	...
Tanzanie	-11.9	-11.1	-11.9	-10.8
Ouganda	-10.9	-11.6	-13.3	-14.6
Somalie	...	...	...	...

Note: (e) estimations, (p) prévisions.

Source: Calculs des auteurs.

AFRIQUE CENTRALE : Chiffres clefs

En Afrique centrale, le PIB devrait continuer sur sa lancée et gagner 5.7 % en 2013 et 5.4 % en 2014, soutenu par des taux de croissance supérieurs à la moyenne en RDC et au Tchad. En RDC, ce dynamisme est à imputer aux mines, à l'agriculture et à la construction. Mais pour assurer une croissance durable, le pays va devoir améliorer sa stabilité politique et la sécurité dans l'Est du territoire, où la situation a profondément perturbé l'activité économique. Au Tchad, la production pétrolière et l'agriculture sont les deux moteurs de la croissance.

Perspectives macroéconomiques

Taux de croissance du PIB, en volume (%)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	3.5	6.6	4.8	5.3
Afrique (Libye exclue)	4.3	4.2	4.5	5.2
Afrique Centrale	5.2	5.7	5.7	5.4
Cameroun	4.1	4.9	5	5.2
Rép. Centrafricaine	3.1	3.1	3.2	4.6
Tchad	1.6	7.2	7.4	11.5
Congo	3.4	4.9	5.1	5.3
Congo, Rép. Dém.	6.9	7.2	8.2	9.4
Guinée équatoriale	7.7	5.5	4.9	-2
Gabon	7.0	5.7	6.2	6.0
São Tomé-et-Principe	4.9	4	5.2	5.8
Prix à la consommation (inflation en %)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	8.5	9.1	7.4	7.2
Afrique Centrale	4.5	4.4	3.5	3.4
Cameroun	2.9	3	3	3
Rép. Centrafricaine	0.7	3.5	2.4	2.9
Tchad	2	7	3.1	3.1
Congo	1.8	5.1	4.2	2.9
Congo, Rép. Dém.	15.4	6.4	5.9	5.5
Guinée équatoriale	4.8	4.5	3.1	3.5
Gabon	1.3	3	3	3
São Tomé-et-Principe	14.3	9.5	7.9	7.7
Solde budgétaire total, dons compris (en % du PIB)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	-3.1	-2.5	-2.4	-1.9
Afrique Centrale	1.9	-0.1	-0.3	-0.4
Cameroun	-2.7	-3.5	-3.9	-4.2
Rép. Centrafricaine	-2.9	-3.5	-3.4	-3.4
Tchad	2.4	0.8	0	3.8
Congo	16.4	2.4	3.2	2.4
Congo, Rép. Dém.	-0.4	-6.2	-5.2	-3
Guinée équatoriale	0.9	6	6.3	3.5
Gabon	0.7	0.9	-1.3	-1.8
São Tomé-et-Principe	-11.9	-9.4	-13.4	-13.2
Solde de la balance extérieure courante, dons compris (en % du PIB)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	-1.1	-0.4	0	0.7
Afrique Centrale	-2.7	-1.8	-2.8	-3.6
Cameroun	-4.5	-5.3	-5.3	-6.2
Rép. Centrafricaine	-7.2	-7	-5.4	-5.3
Tchad	-2.3	-6.1	-8.9	-2.1
Congo	0.8	0.3	0.6	-3
Congo, Rép. Dém.	-11.5	-11.1	-11	-9.1
Guinée équatoriale	-6	3.5	2	-1
Gabon	8.9	7.5	5.4	3.4
São Tomé-et-Principe	-30.1	-22.5	-27.5	-27.7

Note: (e) estimations, (p) prévisions.

Source: Calculs des auteurs.

AFRIQUE AUSTRALE : Chiffres clefs

En Afrique australe, les prévisions tablent sur une progression de 4.1 % en 2013 avant une accélération à 4.6 % en 2014, grâce au dynamisme de pays comme l'Angola, le Botswana, le Mozambique et la Zambie. Le Malawi sortira sans doute de la crise économique qui l'a plombé en 2012 pour renouer avec une croissance solide. Les performances de l'Afrique du Sud en 2012 ont été affectées par des grèves importantes dans le secteur minier et la récession dans la zone euro. Avec la reprise de la demande mondiale et des politiques macroéconomiques de soutien, l'économie sud-africaine devrait redémarrer en 2013 et en 2014. Le Zimbabwe continue d'enregistrer des taux de croissance positifs, supérieurs à 5 %. Mais du fait de la crise économique qui a entraîné un recul de la production jusqu'en 2009, le PIB en volume à fin 2014 devrait rester inférieur d'un quart à son niveau de 2001. Le Swaziland conserve son statut de lanterne rouge de la région et du continent tout entier. Tous les secteurs sont en berne, même si de meilleures conditions météorologiques devraient améliorer la production agricole. Les mesures d'austérité introduites après la crise budgétaire ont contribué à redresser le solde budgétaire du pays, tout en déprimant la demande à court terme.

Perspectives macroéconomiques

Taux de croissance du PIB, en volume (%)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	3.5	6.6	4.8	5.3
<i>Afrique (Libye exclue)</i>	4.3	4.2	4.5	5.2
Afrique australe	4	3.7	4.1	4.6
Angola	3.9	7.9	8.2	7.8
Botswana	8	5.8	5.6	5.5
Lesotho	3.7	3.8	3.9	3.5
Madagascar	1.6	1.9	3	4
Malawi	4.3	2	5.5	6.1
Maurice	3.8	3.3	3.8	4.2
Mozambique	7.3	7.4	8.5	8
Namibie	4.9	4.7	4.2	4.3
Afrique du Sud	3.5	2.5	2.8	3.5
Swaziland	0.7	-0.3	0.7	1.8
Zambie	6.8	7.3	7.5	7.8
Zimbabwe	10.6	4.4	5	5.7
Prix à la consommation (inflation en %)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	8.5	9.1	7.4	7.2
Afrique australe	6.7	6.5	6.5	6.2
Angola	13.5	10.3	8.7	9.3
Botswana	8.5	7.2	6.2	5.9
Lesotho	5	5.5	5	4.5
Madagascar	9.8	6.4	10.4	8.9
Malawi	6.4	19.2	17.6	7.5
Maurice	6.5	4.1	6	4.6
Mozambique	10.4	2.7	6.5	5.7
Namibie	5	6.5	5.5	4.9
Afrique du Sud	5	5.6	5.7	5.5
Swaziland	6.1	8.9	6	5.3
Zambie	8.7	6.5	6.2	6.5
Zimbabwe	3.9	5.1	5.7	5.5

Solde budgétaire total, dons compris (en % du PIB)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	-3.1	-2.5	-2.4	-1.9
Afrique australe	-1.9	-2.3	-2.7	-2.6
Angola	10.2	7.8	4.8	3.5
Botswana	-8.4	-1.2	-5.5	-4.6
Lesotho	-5	-10.4	2.2	1.3
Madagascar	-1.7	-3.1	-3	-2.2
Malawi	-2.8	-7.2	-7.4	-7.6
Maurice	-3.2	-2.9	-2.6	-2.4
Mozambique	-4.3	-8.2	-9.2	-9.5
Namibie	-5.7	-9	-4.7	-4.6
Afrique du Sud	-4.2	-4.7	-4.5	-4
Swaziland	-9.6	3	-0.1	-0.2
Zambie	-4.4	-4.2	-4.8	-5
Zimbabwe	-3.4	-4	-3.9	-3.9
Solde de la balance extérieure courante, dons compris (en % du PIB)	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
AFRIQUE	-1.1	-0.4	0	0.7
Afrique australe	-1.9	-3.5	-3	-3
Angola	9.6	8.2	8.1	7.6
Botswana	2.4	6.5	7.4	6.3
Lesotho	-16.6	-18.8	4.4	1.3
Madagascar	-6.9	-8.3	-7.6	-5.7
Malawi	-17.9	-12.7	-7	-9.5
Maurice	-11	-10.6	-10	-9.5
Mozambique	-10	-18.8	-15.5	-15.8
Namibie	-1.4	3.2	2.3	3
Afrique du Sud	-3.4	-5.9	-5.6	-5.3
Swaziland	-10.3	-2.6	-11.7	-12.6
Zambie	0.3	-3.3	-3.3	-3.8
Zimbabwe	-38.7	-35.3	-33.1	-34.1

Note: (e) estimations, (p) prévisions.

Source: Calculs des auteurs.